

RCS : PERPIGNAN

Code greffe : 6601

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PERPIGNAN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1995 B 00151

Numéro SIREN : 400 077 772

Nom ou dénomination : SELECOM SUD ELECTRONIQUE COMMUNICATION

Ce dépôt a été enregistré le 23/09/2019 sous le numéro de dépôt B2019/009844

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n° de dépôt : **B2019/009844**
n° de gestion : **1995B00151**
n° SIREN : **400 077 772 RCS Perpignan**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Perpignan certifie avoir procédé le 23/09/2019 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

SELECOM SUD ELECTRONIQUE COMMUNICATION - Société anonyme à conseil
d'administration
z a Espace Alfred Sauvy 66500 Prades -FRANCE-

date de clôture : 31/03/2019

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les événements RCS suivants :

Dépôt des comptes annuels



587772

Désignation de l'entreprise SA SELECOM		Néant <input type="checkbox"/>		
		Exercice N	Exercice N-1	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) * (Dont versé :698 772.....)	DA	698 772	698 772
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
	Ecarts de réévaluation (2) * (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	83 869	83 869
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	242 934	242 934
	Report à nouveau	DH	(1 004 960)	(738 682)
	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	(742 733)	(266 278)
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK	167 673	147 428
	TOTAL (I)	DL	(554 445)	168 043
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN	37 926	40 000
	TOTAL (II)	DO	37 926	40 000
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	178 538	7 468
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR	178 538	7 468
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	230 140	242 269
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	1 907 896	2 001 671
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	588 530	784 565
	Dettes fiscales et sociales	DY	837 846	779 398
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
Autres dettes	EA	22 930	29 747	
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	65 248	
TOTAL (IV)	EC	3 652 591	3 837 651	
Ecarts de conversion passif *	(V)	ED		
TOTAL GENERAL (I à V)	EE	3 314 610	4 053 162	
RENVois	(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital	IB		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	IC		
		ID		
		IE		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	3 652 591	1 609 392	
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH			

		Désignation de l'entreprise : SA SELECOM				Néant <input type="checkbox"/> *			
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total	Exercice (N-1)		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA		FB		FC			
	Production vendue $\left\{ \begin{array}{l} \text{biens}^* \\ \text{services}^* \end{array} \right.$	FD	5 141 210	FE		FF	5 141 210	5 311 752	
		FG	664 303	FH		FI	664 303	720 359	
	Chiffres d'affaires nets*	FJ	5 805 513	FK		FL	5 805 513	6 032 112	
	Production stockée *					FM	(10 944)	30 810	
	Production immobilisée *					FN			
	Subventions d'exploitation					FO	2 655		
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges * (9)					FP	874 928	965 375	
	Autres produits (1) (11)					FQ	144	81	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	6 672 296	7 028 377
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane) *					FS			
	Variation de stock (marchandises) *					FT			
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *					FU	1 675 285	2 397 564	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements) *					FV	222 836	(16 091)	
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *					FW	1 594 208	1 396 202	
	Impôts, taxes et versements assimilés *					FX	93 224	87 518	
	Salaires et traitements *					FY	1 915 590	1 846 268	
	Charges sociales (10)					FZ	816 521	781 890	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations $\left\{ \begin{array}{l} - \text{dotations aux amortissements}^* \\ - \text{dotations aux provisions} \end{array} \right.$					GA	38 107	46 495
							GB		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions *					GC	1 404 016	868 257
		Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	171 070	7 468
	Autres charges (12)						GE	3 942	56 793
Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	7 934 799	7 472 364	
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)						GG	(1 262 503)	(443 987)	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée *					GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré *					GI			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ			
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK			
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	29	267	
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM			
	Différences positives de change					GN			
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO			
Total des produits financiers (V)						GP	29	267	
CHARGES FINANCIERS	Dotations financières aux amortissements et provisions *					GQ			
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	2 023	9 631	
	Différences négatives de change					GS	98	15	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT			
Total des charges financières (VI)						GU	2 121	9 646	
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(2 092)	(9 379)	
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	(1 264 596)	(453 365)	

Désignation de l'entreprise SA SELECOM		Néant <input type="checkbox"/>		
		Exercice N	Exercice N-1	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	127 730	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	484 856	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	484 856	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	524	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	1 250	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG	20 245	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	22 020	
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	462 837	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ		
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	(59 026) (93 255)	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	7 157 181	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	7 899 914	
5 - BENEFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)		HN	(742 733)	
RENVois	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO		
	(2) Dont { produits de locations immobilières produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	HY		
		IG		
	(3) Dont { - Crédit-bail mobilier * - Crédit-bail immobilier	HP	7 791	10 388
		HQ	90 284	90 284
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1H		
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	1J		
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K		
	(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX		
	(6ter) Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies) Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RC		
		RD		
	(9) Dont transferts de charges	A1	6 671	3 264
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2		
	(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3		
	(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	1 250	
	(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9			
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :	Exercice N			
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels		
Cf. état 2053-Détail des produits et charges exceptionnels	22 020	484 856		
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :	Exercice N			
	Charges antérieures	Produits antérieurs		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 314 610** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **7 157 181** euros et un total **charges** de **7 899 914** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-742 733** euros.

L'exercice considéré débute le **01/04/2018** et finit le **31/03/2019**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les participations, autres titres immobilisés et valeurs de placement sont comptabilisés en valeur brute pour leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à la méthode du PEPS: Premier entrée premier sortis

Ils figurent au bilan pour un montant de 2 557 751 bruts, décomposés :

- matières premières : 2 207 205 euros ;
- en-cours : 104 755 euros ;
- produits intermédiaires : 245 791 euros.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute et la valeur de marché réelle de ses composants à la date de clôture, a été comptabilisée pour 1 361 655 €. La méthode de calcul de cette provision est inchangée. La provision de l'exercice précédent de 824 566 € a donc été reprise.

A ce titre, le stock net au 31/03/2019 s'élève à 1 196 096€ contre 1 966 965€

Pour les exercices à venir, il est prévu la mise en place d'indicateurs permettant la surveillance du stock non tournant . Ce stock est nécessaire à l'activité de SAV. Il tourne sur un cycle minimum de 3 ou 4 ans.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Provisions pour risque

Une seule provision pour risques figure au passif du bilan pour 7 468 euros. Il s'agit de la provision pour garanties clients.

Provisions pour charges

Une provision pour charge figure au passif du bilan pour 171 070€, elle concerne le plan de licenciement finalisé en juin 2019.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif dans les limites de la loi fiscale, en fonction de la durée de vie prévue:

- | | |
|--------------------------------|--------------|
| - Frais de constitution | : 5 ans |
| - Logiciel | : 1 an |
| - Brevets | : 5 ans |
| - Matériels et outillage | : 5 à 10 ans |
| - Agencements, installations | : 10 ans |
| - Matériel de transport | : 5 ans |
| - Mobilier, matériel de bureau | : 5 à 10 ans |

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

PRECISIONS SUR L'EXERCICE

Activité

Durant l'exercice clos le 31 mars 2019, l'activité de la Société a été la suivante :

Le niveau d'activité a baissé sur l'exercice (-3,8%) après la petite baisse (-2%) de l'exercice précédent.

Nos grands comptes, Clients historiques, sont, les uns inquiétés par la concurrence internationale perdent des parts de marché et les autres voient leurs marchés en fin de cycle, provoquant ainsi une conjoncture temporairement défavorable pour SELECOM.

En connaissance de cause, nous avons anticipé en développant de nouveaux marchés, notamment dans l'intégration complète et les services, mais les temps de montée en charge sont plus longs que prévus.

L'activité de vente de Produits SELECOM est en net recul (-20%) alors que les activités de prestations et de vente de systèmes sont bien en progression (17%)

C'est un exercice qui continue de révéler la transformation de SELECOM, qui conserve un bon niveau de vente de Produits SELECOM, mais confirme le développement des marchés de Systèmes et de Prestations de Services grâce à la reconnaissance des Clients sur nos compétences globales dans la transmission hertzienne et la conduite de projets.

De plus, durant cet exercice le plan de rembourseent lié à la sauvegarde à débuté engandrant le remboursement de 5% du plan.

Continuité d'exploitation

Même si les Capitaux propres de l'entreprise sont devenus négatifs sur l'exercice, les comptes annuels ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

- Les objectifs pour l'exercice ouvert le 1er avril 2019 sont les suivants :

Remplacement des marchés en berne par de nouveaux marchés avec de nouveaux clients.

Le Chiffre d'Affaires devrait se maintenir pour s'accélérer en fin d'exercice avec un retour à l'équilibre.

Le développement de l'activité export donne des signes encourageants.

- Une action a été menée avec l'Administrateur Judiciaire M. Samson afin de trouver un repreneur qui permettra d'assurer la reprise de la Société.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Evènement significatifs depuis la clôture

Depuis le 31 mars 2019, date de la clôture de l'exercice, il est à noter :

Le nouveau Directeur Général, devenu actionnaire majoritaire, s'est démené pour accélérer nos actions de diversification.

De nombreux projets sont en cours et qui confirmeront la mutation/transformation de SELECOM vers un métier étendu à l'intégration complète.

Cette baisse temporaire d'activité a contraints à engager un plan de restructuration pour retrouver le point d'équilibre au plus vite.

Compléments

Le poste créances comprend des créances sur l'Etat au titre des Crédits d'Impot Recherche et Compétitivité Emploi pour un montant de 133 886 euros. Ce montant se décompose ainsi :

- CICE : 74 860 euros
- CIR : 13 184 euros
- CII : 45 842 euros

Le CIR de 13 184 euros, correspond à 30% du montant des dépenses de recherches éligibles au CIR qui s'élèvent à 229 210euros.

Ces dépenses sont composées

- des dotations du matériel affecté à la recherche pour 1586 euros,
- de la masse salariale consacrée à la recherche déterminée à partir de la comptabilité des salaires à hauteur de 27 446 euros,
- des dépenses de fonctionnement soit 14 913 euros.

Le CII de 45 842 euros, correspond à 20% du montant des dépenses de recherches éligibles au CII qui s'élèvent à 317 469 euros.

Ces dépenses sont composées

- des dotations du matériel affecté à l'innovation pour 8 828 euros,
- de la masse salariale consacrée à l'innovation déterminée à partir de la comptabilité des salaires à hauteur de 142 507 euros,
- des dépenses de fonctionnement soit 77 875euros.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

La provision pour garantie clients est calculée chaque année, par produits, en fonction des dépenses réelles de garantie d'un exercice.

Le pourcentage ainsi déterminé est appliqué au C.A. de chacun des produits bénéficiant encore à la clôture d'une garantie.

Les éléments permettant d'obtenir ces différents calculs sont extraits du logiciel de gestion.

Les droits aux indemnités de départ en retraite ne sont pas provisionnés. Les montant des engagements ont étaient calculés en tenant compte de la CCN applicable, selon la méthode prospective en tenant compte :

- Taux d'actualisation financière annuel : 0.62 % (TMO 1 semestre 2019)
- Taux de charges patronales global : 41.65 %

Le montant de l'engagement s'élève à 553 836.92 euros

Le montant de l'engagement corrigé selon le turn over et la mortalité à 392 576.91 euros.

ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/03/2019
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres	1 100 686				265 948	834 738
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 100 686				265 948	834 738
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels	1 470 800		333		93 768	1 377 365
Instal., agencement, aménagement divers	190 155				6 863	183 292
Matériel de transport	40 148				15 000	25 148
Matériel de bureau, mobilier	265 778		12 169		80 658	197 289
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 966 882		12 503		196 290	1 783 095
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations	1 250		1 750		3 000	
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	25 160		250		250	25 160
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	26 410		2 000		3 250	25 160
TOTAL	3 093 977		14 503		465 488	2 642 992

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/03/2019
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires	147 428	20 245		167 673
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES	147 428	20 245		167 673
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges		171 070		171 070
	Pour garanties données aux clients	7 468			7 468
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	7 468	171 070		178 538
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	62 504			62 504
	Sur stocks et en-cours	824 566	1 361 655	824 566	1 361 655
	Sur comptes clients	43 691	42 361	43 691	42 361
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	930 761	1 404 016	868 257	1 466 520
TOTAL GENERAL		1 085 657	1 595 331	868 257	1 812 731
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles		1 575 086 20 245	868 257		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/03/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	25 160		25 160
	Clients douteux ou litigieux	52 163	52 163	
	Autres créances clients	445 628	445 628	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	64	64	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	150	150	
	Impôts sur les bénéfices	133 886	133 886	
	Taxes sur la valeur ajoutée	74 892	74 892	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	277 288	277 288	
	Charges constatées d'avances	48 141	48 141	
TOTAL DES CREANCES		1 057 372	1 032 212	25 160
(1) Prêts accordés en cours d'exercice		250		
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice		250		
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/03/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	230 140	23 014	92 056	115 070
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	1 907 733	190 773	763 093	953 866
	Fournisseurs et comptes rattachés	588 530	401 963	110 010	76 558
	Personnel et comptes rattachés	266 998	266 998		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	318 756	197 872	53 461	67 423
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	204 731	166 840	16 840	21 051
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	47 361	47 361		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	164	164		
	Autres dettes	22 930	22 930		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	65 248	65 248			
TOTAL DES DETTES		3 652 591	1 383 163	1 035 460	1 233 968
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		16 445			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		122 349			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)		164			

ANNEXE - Elément 6.03

Frais d'établissement

Etat exprimé en euros

31/03/2019

Valeur nette

Taux
amortissement

	31/03/2019	Valeur nette	Taux amortissement
Frais de constitution			
Frais de premier établissement			
Frais d'augmentation de capital			
TOTAL			

--

ANNEXE - Elément 6.04

Frais de recherche

Etat exprimé en euros	31/03/2019	Montant	Recherche fondamentale	Recherche appliquée	Développement
Dép. R & D sans contrepartie spécifique					
- N'entrant pas dans le cadre commande client					
- En fonction de clients potentiels		268 445		43 945	224 500
Dép. R & D avec contrepartie spécifique					
- Clients français Etat collectivités publiques		4 710			4 710
- Autres clients		154 972			154 972
- Clients étrangers					
TOTAL		428 127		43 945	384 182
Autres dépenses de R & D					
- Cotisations parafiscales					
- Subventions versées					
- Acquisition résultats recherche					
TOTAL					
TOTAL GENERAL		428 127		43 945	384 182
Dont inscrit au compte 203 du bilan					

ANNEXE - Elément 6.05

Fonds Commercial

Etat exprimé en euros	31/03/2019	Observations
Achetés avec protection juridique Eléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport	625 041	Fonds Space Emetteur 167693.92 € Reprise de fonds de commerce de SOFRER en 2000 pour 457347.
TOTAL	625 041	

--

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/03/2019

Total des Produits à recevoir	
-------------------------------	--

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/03/2019

Total des Charges à payer		410 670
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		510
<i>FOURNISSEURS FACT.A RECEVOIR</i>	<i>510</i>	
Dettes fiscales et sociales		402 321
<i>CONGES A PAYER</i>	<i>186 611</i>	
<i>Provisions 13 eme Mois</i>	<i>29 995</i>	
<i>CHG A PAYER CPTÉ EPARGNE TEMPS</i>	<i>38 168</i>	
<i>CH.SOCIALES/CONGES A PAYER</i>	<i>92 750</i>	
<i>CHARGES SOCIALES / 13°MOIS</i>	<i>12 493</i>	
<i>ETAT-CHARGES A PAYER</i>	<i>42 304</i>	
Autres dettes		7 840
<i>CHARGES A PAYER</i>	<i>7 840</i>	

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/03/2019
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			48 141
LOCATION IMMOBILIERE			
LOCATIONS MOBILIERES		2 200	
MAINTENANCE		14 482	
ASSURANCES		5 471	
DOCUMENTATION		895	
TELECOMMUNICATIONS		2 585	
ENTRETIEN		4 694	
STOCK TICKETS RESTAURANT		9 656	
COTISATIONS DIVERSES		1 056	
COTISATION MEDECINE DU TRAVAIL		7 074	
EAU ELECTRICITE GAZ		29	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			48 141

ANNEXE - Elément 6.12

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/03/2019
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION ENCOURS INSTALATION		65 248	65 248
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			65 248

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

Etat exprimé en euros

		31/03/2019	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		63 312,00	19,0000	1 202 928,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		63 312,00	11,0370	698 772,00

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 18/08/2017, le capital social a été réduit d'une somme de 504156 € correspondant aux pertes apparaissant dans les comptes au 31/03/2016.

ANNEXE - Elément 7

Crédit-Bail

Etat exprimé en euros		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/03/2019
VALEUR D'ORIGINE						
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs		654 560			654 560
	Redevances Exercice		90 284	8 572		98 856
	TOTAL		744 844	8 572		753 416
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus		90 284			90 284
	entre 1 et 5 ans		361 137	41 273		402 410
	à plus de 5 ans		67 713			67 713
	TOTAL		519 134	41 273		560 407
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans			3 989		3 989
	à plus de 5 ans		1			1
	TOTAL		1	3 989		3 990
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						

ANNEXE - Elément 8

Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/03/2019	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail CREDIT-BAIL IMMOBILIER CREDIT-BAIL MOBILIER		519 134 41 273	
		560 407	
Engagements en pensions, retraite et assimilés IDR		553 837	
		553 837	
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		1 114 244	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			

--

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	31/03/2019	31/03/2018	%	%	31/03/2019	31/03/2018	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	9 105	21 585	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	9 105	21 585	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	9 105	21 585	100,00	100,00				

--

ANNEXE - Elément supplémentaire

Annexe CICE

Etat exprimé en euros

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé au rythme de l'engagement.

Il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option :

- comptabilisation en diminution des charges de personnel, par un crédit dans un sous compte 64900000

La prise en compte du CICE impacte les états financiers par la matérialisation de l'élément suivant :

- Crédit d'impôt pour un montant de 74 860 euros

L'utilisation du CICE a été faite conformément à son objet d'amélioration de la compétitivité de l'entreprise.

Des actions ont été menées en matière d'investissement, de recherche, d'innovation et de reconstitution du fonds de roulement.



KPMG Entreprises
Bureau de Perpignan
1098 avenue Eole
Tecnosud 2
CS 70014
66026 Perpignan Cedex
France

Téléphone : +33 (0)4 68 66 43 70
Télécopie : +33 (0)4 68 66 43 79
Site internet : www.kpmg.fr

SELECOM SUD ELECTRONIQUE COMMUNICATION SA

**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 mars 2019
SELECOM SUD ELECTRONIQUE COMMUNICATION SA
ZA Espace Alfred Sauvy
66500 PRADES
Ce rapport contient 31 pages
Référence : JL-193-200

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Egho
2 avenue Gambetta
92086 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6820Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG Entreprises
Bureau de Perpignan
1098 avenue Eole
Tecnosud 2
CS 70014
66026 Perpignan Cedex
France

Téléphone : +33 (0)4 68 66 43 70
Télécopie : +33 (0)4 68 66 43 79
Site internet : www.kpmg.fr

SELECOM SUD ELECTRONIQUE COMMUNICATION SA

Siège social : ZA Espace Alfred Sauvy
66500 PRADES
Capital social : €.698.772

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2019

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SELECOM SUD ELECTRONIQUE COMMUNICATION relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} avril 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Continuité d'exploitation » page 4 de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

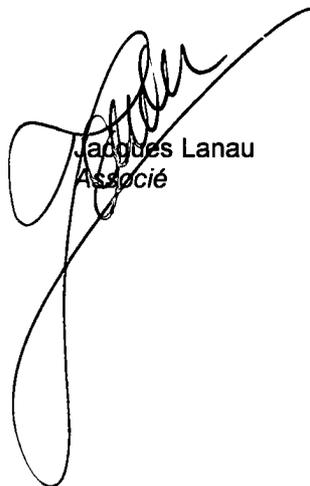
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Perpignan, le 19 août 2019

KPMG Entreprises
Département de KPMG S.A.



Jacques Lanau
Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/03/2019			31/03/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	209 697	196 835	12 862	20 512
	Fonds commercial (1)	625 041	62 504	562 537	562 537
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 377 365	1 367 447	9 918	23 059
	Autres immobilisations corporelles	405 730	373 259	32 471	37 284
	Immobilisations en cours				
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations				1 250	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	25 160		25 160	25 160	
TOTAL (II)		2 642 992	2 000 045	642 947	669 802
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	2 207 205	1 361 655	845 550	1 605 475
	En-cours de production de biens	104 755		104 755	137 596
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	245 791		245 791	223 894
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	497 791	42 361	455 431	412 317
	Autres créances	486 280		486 280	594 051
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	485 715		485 715	363 535	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	48 141		48 141	46 492
	TOTAL (III)	4 075 678	1 404 016	2 671 662	3 383 360
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecarts de conversion actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I à VI)		6 718 671	3 404 061	3 314 610	4 053 162

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

25 160

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/03/2019	31/03/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation	698 772	698 772
	RESERVES		
	Réserve légale	83 869	83 869
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	242 934	242 934
	Report à nouveau	(1 004 960)	(738 682)
	Résultat de l'exercice	(742 733)	(266 278)
	Subventions d'investissement Provisions réglementées	167 673	147 428
	Total des capitaux propres	(554 445)	168 043
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées	37 926	40 000
	Total des autres fonds propres	37 926	40 000
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges	178 538	7 468
	Total des provisions	178 538	7 468
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	230 140	242 269
	Emprunts et dettes financières divers	1 907 896	2 001 671
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	588 530	784 565
	Dettes fiscales et sociales	837 846	779 398
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	22 930	29 747	
Produits constatés d'avance (1)	65 248		
Total des dettes	3 652 591	3 837 651	
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF	3 314 610	4 053 162	
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(742 733,20)	(266 278,15)	
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	3 652 591	1 609 392	
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/03/2019

31/03/2018

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)	5 141 210		5 141 210	5 311 752
	Production vendue (Services et Travaux)	664 303		664 303	720 359
	Montant net du chiffre d'affaires	5 805 513		5 805 513	6 032 112
	Production stockée			(10 944)	30 810
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			2 655	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			874 928	965 375
	Autres produits			144	81
		Total des produits d'exploitation (1)			6 672 296
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements			1 675 285	2 397 564
	Variation de stock			222 836	(16 091)
	Autres achats et charges externes			1 594 208	1 396 202
	Impôts, taxes et versements assimilés			93 224	87 518
	Salaires et traitements			1 915 590	1 846 268
	Charges sociales du personnel			816 521	781 890
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			38 107	46 495
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
- sur immobilisations					
- sur actif circulant			1 404 016	868 257	
Dotations aux provisions			171 070	7 468	
Autres charges			3 942	56 793	
	Total des charges d'exploitation (2)			7 934 799	7 472 364
	RESULTAT D'EXPLOITATION			(1 262 503)	(443 987)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/03/2019	31/03/2018
RESULTAT D'EXPLOITATION		(1 262 503)	(443 987)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	29	267
Total des produits financiers		29	267
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 023 98	9 631 15
Total des charges financières		2 121	9 646
RESULTAT FINANCIER		(2 092)	(9 379)
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS		(1 264 596)	(453 365)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	484 856	127 730 1 200
Total des produits exceptionnels		484 856	128 930
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	524 1 250 20 245	13 652 1 200 20 245
Total des charges exceptionnelles		22 020	35 097
RESULTAT EXCEPTIONNEL		462 837	93 832
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		(59 026)	(93 255)
TOTAL DES PRODUITS		7 157 181	7 157 575
TOTAL DES CHARGES		7 899 914	7 423 853
RESULTAT DE L'EXERCICE		(742 733)	(266 278)

- (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
 (2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
 (3) dont produits concernant les entreprises liées
 (4) dont intérêts concernant les entreprises liées

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 314 610 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **7 157 181 euros** et un total **charges** de **7 899 914 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **-742 733 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/04/2018** et finit le **31/03/2019**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les participations, autres titres immobilisés et valeurs de placement sont comptabilisés en valeur brute pour leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à la méthode du PEPS: Premier entrée premier sortis

Ils figurent au bilan pour un montant de 2 557 751 bruts, décomposés :

- matières premières : 2 207 205 euros ;
- en-cours : 104 755 euros ;
- produits intermédiaires : 245 791 euros.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute et la valeur de marché réelle de ses composants à la date de clôture, a été comptabilisée pour 1 361 655 €. La méthode de calcul de cette provision est inchangée. La provision de l'exercice précédent de 824 566 € a donc été reprise.

A ce titre, le stock net au 31/03/2019 s'élève à 1 196 096€ contre 1 966 965€

Pour les exercices à venir, il est prévu la mise en place d'indicateurs permettant la surveillance du stock non tournant . Ce stock est nécessaire à l'activité de SAV. Il tourne sur un cycle minimum de 3 ou 4 ans.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Provisions pour risque

Une seule provision pour risques figure au passif du bilan pour 7 468 euros. Il s'agit de la provision pour garanties clients.

Provisions pour charges

Une provision pour charge figure au passif du bilan pour 171 070€, elle concerne le plan de licenciement finalisé en juin 2019.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif dans les limites de la loi fiscale, en fonction de la durée de vie prévue:

- Frais de constitution	: 5 ans
- Logiciel	: 1 an
- Brevets	: 5 ans
- Matériels et outillage	: 5 à 10 ans
- Agencements, installations	: 10 ans
- Matériel de transport	: 5 ans
- Mobilier, matériel de bureau	: 5 à 10 ans

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

23.07.19
9244

Etat exprimé en euros

PRECISIONS SUR L'EXERCICE

Activité

Durant l'exercice clos le 31 mars 2019, l'activité de la Société a été la suivante :

Le niveau d'activité a baissé sur l'exercice (-3,8%) après la petite baisse (-2%) de l'exercice précédent.

Nos grands comptes, Clients historiques, sont, les uns inquiétés par la concurrence internationale perdent des parts de marché et les autres voient leurs marchés en fin de cycle, provoquant ainsi une conjoncture temporairement défavorable pour SELECOM.

En connaissance de cause, nous avons anticipé en développant de nouveaux marchés, notamment dans l'intégration complète et les services, mais les temps de montée en charge sont plus longs que prévus.

L'activité de vente de Produits SELECOM est en net recul (-20%) alors que les activités de prestations et de vente de systèmes sont bien en progression (17%)

C'est un exercice qui continue de révéler la transformation de SELECOM, qui conserve un bon niveau de vente de Produits SELECOM, mais confirme le développement des marchés de Systèmes et de Prestations de Services grâce à la reconnaissance des Clients sur nos compétences globales dans la transmission hertzienne et la conduite de projets.

De plus, durant cet exercice le plan de remboursement lié à la sauvegarde a débuté engendrant le remboursement de 5% du plan.

Continuité d'exploitation

Même si les Capitaux propres de l'entreprise sont devenus négatifs sur l'exercice, les comptes annuels ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

- Les objectifs pour l'exercice ouvert le 1er avril 2019 sont les suivants :

Remplacement des marchés en berne par de nouveaux marchés avec de nouveaux clients.

Le Chiffre d'Affaires devrait se maintenir pour s'accélérer en fin d'exercice avec un retour à l'équilibre.

Le développement de l'activité export donne des signes encourageants.

- Une action a été menée avec l'Administrateur Judiciaire M. Samson afin de trouver un repreneur qui permettra d'assurer la reprise de la Société.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Evènement significatifs depuis la clôture

Depuis le 31 mars 2019, date de la clôture de l'exercice, il est à noter :

Le nouveau Directeur Général, devenu actionnaire majoritaire, s'est démené pour accélérer nos actions de diversification.

De nombreux projets sont en cours et qui confirmeront la mutation/transformation de SELECOM vers un métier étendu à l'intégration complète.

Cette baisse temporaire d'activité a contraints à engager un plan de restructuration pour retrouver le point d'équilibre au plus vite.

Compléments

Le poste créances comprend des créances sur l'Etat au titre des Crédits d'Impot Recherche et Compétitivité Emploi pour un montant de 133 886 euros. Ce montant se décompose ainsi :

- CICE : 74 860 euros
- CIR : 13 184 euros
- CII : 45 842 euros

Le CIR de 13 184 euros, correspond à 30% du montant des dépenses de recherches éligibles au CIR qui s'élèvent à 229 210euros.

Ces dépenses sont composées

- des dotations du matériel affecté à la recherche pour 1586 euros,
- de la masse salariale consacrée à la recherche déterminée à partir de la comptabilité des salaires à hauteur de 27 446 euros,
- des dépenses de fonctionnement soit 14 913 euros.

Le CII de 45 842 euros, correspond à 20% du montant des dépenses de recherches éligibles au CII qui s'élèvent à 317 469 euros.

Ces dépenses sont composées

- des dotations du matériel affecté à l'innovation pour 8 828 euros,
- de la masse salariale consacrée à l'innovation déterminée à partir de la comptabilité des salaires à hauteur de 142 507 euros,
- des dépenses de fonctionnement soit 77 875euros.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

La provision pour garantie clients est calculée chaque année, par produits, en fonction des dépenses réelles de garantie d'un exercice.

Le pourcentage ainsi déterminé est appliqué au C.A. de chacun des produits bénéficiant encore à la clôture d'une garantie.

Les éléments permettant d'obtenir ces différents calculs sont extraits du logiciel de gestion.

Les droits aux indemnités de départ en retraite ne sont pas provisionnés. Les montant des engagements ont étaient calculés en tenant compte de la CCN applicable, selon la méthode prospective en tenant compte :

- | | |
|--|--------------------------------|
| - Taux d'actualisation financière annuel | : 0.62 % (TMO 1 semestre 2019) |
| - Taux de charges patronales global | : 41.65 % |

Le montant de l'engagement s'élève à 553 836.92 euros

Le montant de l'engagement corrigé selon le turn over et la mortalité à 392 576.91 euros.

ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/03/2019
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt p à p.	Cessions	

INCORPORELLES						
		Frais d'établissement et de développement				
	Autres	1 100 686			265 948	834 738
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 100 686			265 948	834 738

CORPORELLES						
		Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 470 800	333		93 768	1 377 365
	Instal., agencement, aménagement divers	190 155			6 863	183 292
	Matériel de transport	40 148			15 000	25 148
	Matériel de bureau, mobilier	265 778	12 169		80 658	197 289
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 966 882	12 503		196 290	1 783 095

FINANCIERES						
		Participations évaluées en équivalence				
	Autres participations	1 250	1 750		3 000	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	25 160	250		250	25 160
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	26 410	2 000		3 250	25 160

TOTAL	3 093 977	14 503		465 488	2 642 992
--------------	------------------	---------------	--	----------------	------------------

--	--	--	--	--	--	--

ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/03/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	455 133	7 650	265 948	196 835
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	455 133	7 650	265 948	196 835
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 447 741	13 474	93 768	1 367 447
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	162 047	10 749	6 863	165 933
	Matériel de transport	34 000	2 877	15 000	21 876
	Matériel de bureau, mobilier	262 751	3 357	80 658	185 449
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 906 539	30 457	196 290	1 740 706	
TOTAL		2 361 671	38 107	462 237	1 937 541

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Dotations			Reprises			
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/03/2019
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires	147 428	20 245		167 673
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES	147 428	20 245		167 673
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges		171 070		171 070
	Pour garanties données aux clients	7 468			7 468
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres					
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	7 468	171 070		178 538
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations	62 504			62 504
	Sur stocks et en-cours	824 566	1 361 655	824 566	1 361 655
	Sur comptes clients	43 691	42 361	43 691	42 361
	Autres				
		PROVISIONS POUR DEPRECIATION	930 761	1 404 016	868 257
TOTAL GENERAL		1 085 657	1 595 331	868 257	1 812 731
Dont dotations et reprises	<ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 		1 575 086	868 257	
			20 245		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/03/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	25 160		25 160
	Clients douteux ou litigieux	52 163	52 163	
	Autres créances clients	445 628	445 628	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	64	64	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	150	150	
	Impôts sur les bénéfices	133 886	133 886	
	Taxes sur la valeur ajoutée	74 892	74 892	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	277 288	277 288	
	Charges constatées d'avances	48 141	48 141	
TOTAL DES CREANCES	1 057 372	1 032 212	25 160	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice		250		
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice		250		
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/03/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	230 140	23 014	92 056	115 070
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	1 907 733	190 773	763 093	953 866
	Fournisseurs et comptes rattachés	588 530	401 963	110 010	76 558
	Personnel et comptes rattachés	266 998	266 998		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	318 756	197 872	53 461	67 423
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	204 731	166 840	16 840	21 051
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	47 361	47 361		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	164	164		
	Autres dettes	22 930	22 930		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	65 248	65 248			
TOTAL DES DETTES	3 652 591	1 383 163	1 035 460	1 233 968	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		16 445			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		122 349			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)		164			

ANNEXE - Elément 6.03

Frais d'établissement

Etat exprimé en euros	31/03/2019	Valeur nette	Taux amortissement
Frais de constitution Frais de premier établissement Frais d'augmentation de capital			
TOTAL			

--

ANNEXE - Elément 6.04

Frais de recherche

Etat exprimé en euros	31/03/2019	Montant	Recherche fondamentale	Recherche appliquée	Développement
Dép. R & D sans contrepartie spécifique					
- N'entrant pas dans le cadre commande client					
- En fonction de clients potentiels		268 445		43 945	224 500
Dép. R & D avec contrepartie spécifique					
- Clients français Etat collectivités publiques		4 710			4 710
- Autres clients		154 972			154 972
- Clients étrangers					
TOTAL		428 127		43 945	384 182
Autres dépenses de R & D					
- Cotisations parafiscales					
- Subventions versées					
- Acquisition résultats recherche					
TOTAL					
TOTAL GENERAL		428 127		43 945	384 182
Dont inscrit au compte 203 du bilan					

ANNEXE - Elément 6.05

Fonds Commercial

Etat exprimé en euros	31/03/2019	Observations
Achetés avec protection juridique Eléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport	625 041	Fonds Space Emetteur 167693.92 € Reprise de fonds de commerce de SOFRER en 2000 pour 457347.
TOTAL	625 041	

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/03/2019

Total des Produits à recevoir	
-------------------------------	--

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/03/2019

Total des Charges à payer		410 670
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		510
<i>FOURNISSEURS FACT.A RECEVOIR</i>	510	
Dettes fiscales et sociales		402 321
<i>CONGES A PAYER</i>	186 611	
<i>Provisions 13 eme Mois</i>	29 995	
<i>CHG A PAYER CPTÉ EPARGNE TEMPS</i>	38 168	
<i>CH.SOCIALES/CONGES A PAYER</i>	92 750	
<i>CHARGES SOCIALES / 13[°]MOIS</i>	12 493	
<i>ETAT-CHARGES A PAYER</i>	42 304	
Autres dettes		7 840
<i>CHARGES A PAYER</i>	7 840	

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/03/2019
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			48 141
LOCATION IMMOBILIERE			
LOCATIONS MOBILIERES		2 200	
MAINTENANCE		14 482	
ASSURANCES		5 471	
DOCUMENTATION		895	
TELECOMMUNICATIONS		2 585	
ENTRETIEN		4 694	
STOCK TICKETS RESTAURANT		9 656	
COTISATIONS DIVERSES		1 056	
COTISATION MEDECINE DU TRAVAIL		7 074	
EAU ELECTRICITE GAZ		29	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			48 141

ANNEXE - Elément 6.12

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/03/2019
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION ENCOURS INSTALATION		65 248	65 248
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			65 248

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

Etat exprimé en euros		31/03/2019	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		63 312,00	19,0000	1 202 928,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		63 312,00	11,0370	698 772,00

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 18/08/2017, le capital social a été réduit d'une somme de 504156 € correspondant aux pertes apparaissant dans les comptes au 31/03/2016.

ANNEXE - Elément 7

Crédit-Bail

Etat exprimé en euros		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/03/2019
VALEUR D'ORIGINE						
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs		654 560			654 560
	Redevances Exercice		90 284	8 572		98 856
	TOTAL		744 844	8 572		753 416
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus		90 284			90 284
	entre 1 et 5 ans		361 137	41 273		402 410
	à plus de 5 ans		67 713			67 713
	TOTAL		519 134	41 273		560 407
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans			3 989		3 989
	à plus de 5 ans		1			1
	TOTAL		1	3 989		3 990
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						

ANNEXE - Elément 8

Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/03/2019	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail CREDIT-BAIL IMMOBILIER CREDIT-BAIL MOBILIER		519 134 41 273 560 407	
Engagements en pensions, retraite et assimilés IDR		553 837 553 837	
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		1 114 244	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros								
	31/03/2019	31/03/2018	%	%	31/03/2019	31/03/2018	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	9 105	21 585	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	9 105	21 585	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	9 105	21 585	100,00	100,00				

ANNEXE - Elément supplémentaire

Annexe CICE

Etat exprimé en euros

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé au rythme de l'engagement.

Il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option :

- comptabilisation en diminution des charges de personnel, par un crédit dans un sous compte
64900000

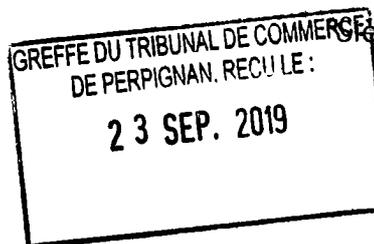
La prise en compte du CICE impacte les états financiers par la matérialisation de l'élément suivant :

- Crédit d'impôt pour un montant de 74 860 euros

L'utilisation du CICE a été faite conformément à son objet d'amélioration de la compétitivité de l'entreprise.

Des actions ont été menées en matière d'investissement, de recherche, d'innovation et de reconstitution du fonds de roulement.

SELECOM SUD ELECTRONIQUE COMMUNICATION
Société Anonyme au capital de 698 772 euros
Siège social : ZA Espace Alfred Sauvy 66500 PRADES
PERPIGNAN 400 077 772



ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 3 SEPTEMBRE

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2019

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 mars 2019 s'élevant à -742 733 euros de la manière suivante :

Perte de l'exercice :	-742 733 euros
Au compte "report à nouveau"	-742 733 euros
S'élevant ainsi à 1 747 693 euros	

L'Assemblée Générale constate que les résultats de l'exercice ne permettent pas de reconstituer les capitaux propres de la Société, lesquels demeurent en conséquence inférieurs à la moitié du capital social.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 3 septembre

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix, 62 612 voix ayant voté pour, 0 voix ayant voté contre, 0 voix s'étant abstenues.

Certifié conforme
Par Le Président du
Conseil d'Administration